



Publications

45 DÉCRYPTAGE

■ JO 2024 : La flamme olympique du développement durable

48
TRIBUNE

■ Interdire les accords-cadres : une fausse bonne idée



JO 2024

La flamme olympique du développement durable

Les Jeux olympiques de Paris 2024
représentent 5 milliards d'euros de marchés
publics. Des achats qui visent à produire
des jeux plus responsables, durables
et solidaires.

A Saint-Denis, Paris 2024 a fait de son siège un modèle d'achats responsables. Pour son fonctionnement, 60 % des prestataires sont issus de l'économie sociale et solidaire et plus de deux tiers des salariés sont en insertion. Par ailleurs, 25 % des effectifs de maintenance technique des prestataires sont en situation de handicap. Un tiers des entreprises titulaires des marchés de l'accueil, de la maintenance et de la restauration viennent de la Seine-Saint-Denis. Le siège fonctionne en outre selon les principes de l'économie circulaire : zéro gaspillage alimentaire, zéro plastique et mobilier écorespon-

sable. La maîtrise de l'empreinte carbone y est recherchée avec les mobilités douces, des énergies 100 % vertes et une compensation carbone intégrale.

« *Nous avons une seule stratégie, une stratégie responsable des achats* », explique Olivier Debargue, directeur délégué aux achats de Paris 2024, le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques. « *Dans chaque appel d'offres, nous intégrons cinq dimensions : l'économie circulaire, l'insertion, le handicap, le bilan carbone et l'impact sur les territoires.* » Tant et si bien que 100 % des marchés publics des Jeux comprennent des critères d'attribution sociaux et environnementaux.



**« Nous avons une seule
stratégie, une stratégie
responsable des achats. »**

Olivier Debargue, directeur délégué
aux achats de Paris 2024

La charte sociale de Paris 2024

Cette stratégie responsable des achats s'inscrit dans le cadre de deux chartes signées en 2018. La charte sociale des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024, a été signée le 19 juin 2018 par Paris 2024 et les organi-





... sations patronales et syndicales. Celle-ci affirme notamment la volonté des signataires d'« encourager une commande publique qui prendra en compte l'insertion par l'activité économique, intégrera des clauses de responsabilité sociale et environnementale dans les appels d'offres, en tenant compte des spécificités des petites et moyennes entreprises françaises. »

Elle vise également à « garantir l'accès à l'information des appels d'offres publics et privés liés aux Jeux olympiques et paralympiques 2024 à des petites et moyennes entreprises françaises visant à développer l'emploi local et le tissu économique. »

Le 5 juillet 2019, la charte sociale de Paris 2024 été déclinée dans un second texte : la charte en faveur de l'emploi et du développement territorial de la Solideo, la Société de livraison des ouvrages olympiques. Elle fixe trois grands objectifs aux maîtres d'ouvrage : réserver 10% des heures travaillées à l'insertion professionnelle, rendre accessible 25% du montant des marchés aux TPE, PME et structures de l'économie sociale et solidaire (ESS), et réaliser des chantiers socialement exemplaires.

Environ la moitié des 5 milliards d'euros de marchés publics consacrés aux Jeux de Paris 2024 est pilotée par la Solideo. À la fois financeur, aménageur et superviseur des ouvrages olympiques pérennes, elle a une grande mission : garantir que les ouvrages soient livrés à temps pour les Jeux olympiques. « Nos process sont clairement définis afin de réduire les délais de passation des marchés », rapporte



David Bayeul, adjoint au directeur juridique et responsable des achats de la Solideo. « Tout est orchestré pour perdre le minimum de temps. » La Solideo pilote ainsi la réalisation de 62 ouvrages olympiques avec 32 maîtres d'ouvrage et 13 cofinanceurs. Les deux plus grands ouvrages sont le village des athlètes et le village des médias, en Seine-Saint-Denis. À l'issue des Jeux, le premier fournira plus de 2 220 logements familiaux et plus de 770 logements pour étudiants et personnes âgées, tandis que le second fournira 1 300 nouveaux logements. « Nos principaux marchés sont bien sûr des marchés de travaux, poursuit David Bayeul. Nous achetons également des services liés à ces travaux et passons beaucoup de marchés pour les fonctions support. » À travers eux, la Solideo poursuit ses objectifs sociaux : au 14 avril 2022, 336 millions d'euros de marchés publics avaient été attribués à 1 133 TPE ou PME et à 47 structures de l'économie sociale et solidaire. À la même date, elle comptabilisait 706 586 heures d'insertion concernant 1 178 bénéficiaires.

Impacts territoriaux

L'autre moitié des 5 milliards d'euros de marchés publics concerne l'organisation des Jeux

2/3

**DES ENTREPRISES
PRESTATAIRES
DES JEUX DE PARIS
2024 SONT DES TPE
ET DES PME
(FIN 2021).**

SOURCE : PARIS 2024



« Nos process sont clairement définis afin de réduire les délais de passation des marchés. »

David Bayeul, adjoint au au directeur juridique et responsable des achats de la Solideo

à proprement parler. Pilotés par Paris 2024, ils portent sur l'aménagement et le fonctionnement des sites, la préparation des événements dont la cérémonie d'ouverture, la logistique et le transport. Fin 2021, les principaux marchés à venir étaient les suivants : énergie temporaire, gestion des déchets, sécurité privée, fourniture d'équipements sportifs, aménagements temporaires, équipement des villages olympique et paralympique, fourniture de services médicaux, services de nettoyage, services de restauration... « Nos critères d'attribution environnementaux, sociaux et relatifs à l'impact sur les territoires se situent souvent autour de 20 % et peuvent aller jusqu'à 40 %, précise Olivier Debargue. Car nous voulons laisser comme héritage de meilleurs standards pour l'organisation d'événements, créer des précédents permettant aux marchés de travailler pour répondre à nos ambitions. »

Deux plateformes innovantes : ESS 2024 et Entreprises 2024

Pour faciliter l'accès des petites structures à leurs marchés, Paris 2024 et la Solideo s'appuient sur deux plateformes innovantes : ESS 2024 pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire (voir le témoignage de Christophe Divi) et Entreprises 2024 pour les TPE et les PME. Initiée par le Comité de la charte sociale de Paris 2024, la plateforme entreprises2024.fr est mise en œuvre par le Medef. Elle compte aujourd'hui 17 000 entreprises inscrites. Concrètement, la plateforme publie les appels d'offres de Paris 2024 et de la Solideo, mais aussi ceux d'autres maîtres d'ouvrage des Jeux comme la Mairie de Paris ou les conseils départementaux. Les entreprises inscrites peuvent également mettre en avant leur savoir-faire en vue du sourcing. Le site relaie enfin les différents rendez-vous organisés pour accompagner les petites entreprises intéressées par les marchés des Jeux.

Les marchés publics des Jeux de Paris 2024 ont assurément un impact sociétal. Pour le mesurer et l'évaluer, la Solideo peut désormais s'appuyer sur l'Observatoire des grands projets franciliens. Ce nouvel outil est en effet destiné à analyser l'impact



Christophe Divi,
directeur de la plateforme
solidaire **ESS 2024**

« NOTRE PLATEFORME CONTRIBUE À FAIRE DE PARIS 2024 LES PREMIERS JEUX DURABLES, INCLUSIFS ET SOLIDAIRES DE L'HISTOIRE »

« La plateforme ESS 2024 vise à rapprocher les donneurs d'ordre des Jeux de Paris 2024 et les entreprises de l'économie sociale et solidaire. Portée par Les Canaux et le Yunus Centre, elle est soutenue par Paris 2024 et la Solideo. Nous effectuons une veille des appels d'offre, permettons aux structures d'être référencées et les accompagnons à travers un programme événementiel. Notre plateforme contribue ainsi à faire de Paris 2024 les premiers Jeux durables, inclusifs et solidaires de l'Histoire. C'est la première fois que leurs objectifs sont aussi ambitieux en matière de développement durable : des critères d'attribution de 20% sont par exemple appliqués dans certains marchés emblématiques comme le relais de la flamme ou les cérémonies d'ouverture et de clôture. Cet engagement responsable est une volonté du Comité international olympique comme du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Notre plateforme ESS 2024 sert aujourd'hui ces Jeux. Mais ce travail a vocation à servir également après les Jeux, à d'autres collectivités, à d'autres acteurs publics et privés. »

des clauses sociales d'insertion des marchés publics de la Société du Grand Paris, de SNCF Réseau, de la RATP et de la Solideo. Il a été lancé lundi 9 mai 2022 par la signature d'une convention entre ces quatre grands donneurs d'ordre, l'État et le GIP Maximilien. L'Observatoire en a profité pour présenter de premières données. En 2020, ces grands projets franciliens ont généré 27 % des heures d'insertion exécutées dans le cadre de marchés publics en Île-de-France, soit 1,3 million d'heures sur un total de 4,83 millions. Les heures d'insertion de ces quatre acteurs ont bénéficié en 2020 à 2 154 personnes sur un total de 9 844 bénéficiaires en Île-de-France, soit à 21,9 % d'entre eux. Des résultats significatifs auxquels les ouvrages olympiques ont largement contribué. ■

Luc Perin